



REVUE DE PRESSE
Samedi 24 février 2018



Vers la fin de la génération micro-ondes ?

ALIMENTATION Si les plats préparés continuent de remplir nos garde-manger, plusieurs études montrent que les Français se remettent doucement à cuisiner du frais et fait maison

DOSSIER RÉALISÉ PAR SYLVAIN COTTIN
s.cottin@sudouest.fr

Voilà trois ans, la naissance d'un premier enfant avait convaincu Emilie de pousser la porte d'une pièce jusqu'alors inconnue : la cuisine. « J'avais réalisé que faire une purée, ou même cuire un morceau de poisson, n'était pas beaucoup plus compliqué que réchauffer un plat. » Prise de conscience, et au jeu, la jeune trentenaire a depuis transformé la corvée en loisir, accro aux blogs spécialisés comme aux émissions de télé. La génération micro-ondes aurait-elle fait long feu ?

1 Des consommateurs en quête du « mieux manger »
Certes, la part des plats (déjà) cuisinés est toujours loin d'être aussi congrue que celle du fait maison, mais plusieurs études récentes confirment un retour aux fourneaux. Alors que le gros - et le gras - de ce que nous avalions est encore mitonné à la sauce industrielle, le « mieux manger » est aujourd'hui au menu des 44 % de Français assurant avoir changé leurs habitudes suite aux différents scandales et crises alimentaires. Au gré du sondage mené par l'institut Harris Interactive, il apparaît, en effet, que la peur, autant que le goût, guide désormais nos pas dans les magasins. Si la fréquentation des commerces de proximité reste modeste (24 % des consommateurs achètent leur viande chez le boucher, seulement 18 % leurs fruits et légumes chez l'épicier), le choix des produits semble avoir gagné en maturité. Qu'il s'agisse de produits frais ou de saison, que nous recherchons davantage, ou des plats dont nous nous réapproprions la confection (voir infographie).

2 Dis-moi où tu manges, je te dirai qui tu es
Selon le chronométrage pointilleux de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), l'alimentation nous occupe en moyenne 2 h 22 chaque jour, soit un quart d'heure de plus que dans les années 1980. Malgré la facilité croissante de manger à toute heure, notre appétit reste ainsi très concentré au moment des trois repas traditionnels (1). Pour autant, si l'on traîne davantage à table, c'est semble-t-il au détriment du temps passé derrière les fourneaux (-18 min). Plus fédérateur que les deux précédents, le repas du soir réunit encore 80 % des familles, mais c'est souvent bouche bée devant la télévision. En légère augmentation, la mode du « plateau télé » grignote désormais 20 % du temps consacré à

l'alimentation. Ainsi, un Français sur quatre dîne devant le petit écran. Un peu moins chez les couples avec enfant - a fortiori s'ils sont aisés -, comme évidemment beaucoup plus chez les personnes seules et défavorisées. Tous continuant, en revanche, d'affirmer que le repas reste l'un des moments les plus délicieux de l'existence, à tout le moins autant que ceux consacrés à la lecture ou à l'écoute de la musique. À noter, enfin, que l'heure de cette dernière collation se fait toujours plus tardive, avec un pic aux alentours de 20 h 15. L'objectif n'étant pas de renvoyer en cuisine celles qui auront mis des siècles à s'en émanciper, notons enfin la présence accrue de l'homme (51 %) à l'heure de faire le show devant les potes, plus encore que la popote devant ses proches.

3 Thermomix, livres, blogs, télé... La recette du plaisir
Mercredi soir, quelque 2,57 millions de téléspectateurs ont encore salvé devant la neuvième saison de « Top Chef » sur M6, l'émission-phare de la télé-réalité culinaire. Si le critique gastronomique Périco Légasse (ci-contre) estime que ce genre de programmes nous conduit davantage au restaurant qu'en cuisine, force est de constater qu'ils illustrent l'engouement tous azimuts pour la bonne chère.

Au chapitre livres, que dire ainsi des 6,5 millions d'ouvrages annuellement vendus ? Parmi eux, le million d'exemplaires du best-seller « Simplissime », écoulés en à peine deux ans. Quand nos grands-mères s'accommodaient d'un ou deux grimoires tâchés de gras tout au long d'une vie de ménagère, nous voilà croulant jusqu'à l'indigestion sous cette littérature spécialisée. En parallèle, et alors que l'étude Harris révèle que 61 % des Français vont désormais chercher des recettes sur Internet, notons l'existence de quelque cinq millions de blogs et la fréquentation grandissante des cours de cuisine (lire par ailleurs).

Dernier indicateur-cléf de cette soif de (ré)apprendre, le boom du petit électroménager. De la yaourtière jusqu'aux extracteurs de jus (+71 % de ventes l'an dernier), en passant - pour les plus fortunés - par le fameux Thermomix à 1 200 euros. Conçu en Allemagne mais fabriqué en Eure-et-Loir, le pionnier haut de gamme des robots culinaires doit ainsi faire face à des ventes records. Entre 2012 et 2017, l'usine est alors passée de 250 à 420 salariés.

(1) Le partage du temps entre l'extérieur et la maison ne change pas : 1/4 et 3/4.



Certes, la part des plats (déjà) cuisinés est toujours loin d'être aussi congrue que celle du fait maison, mais plusieurs études récentes confirment un retour aux fourneaux... PHOTO LAURENT HELLET/« 50 »

« Le manque de temps est u



Périco Légasse... PHOTO PUBLIC GÉNÉ

PÉRICO LÉGASSE Engagé dans un combat contre la malbouffe, le critique gastronomique estime que la peur d'être malade nous remet aux fourneaux

« Sud Ouest » L'engouement pour les blogs, les livres et les émissions de cuisine témoigne-t-il d'une vraie tendance ou bien d'une simple mode ?
Périco Légasse Ce qui pousse les Français à se remettre aux fourneaux, c'est d'abord l'inquiétude. Mieux informés, ils ont compris que l'unique solution pour échapper à la malbouffe était de préparer à nouveau des produits bruts ou frais. Quant aux émissions de télévision, elles permettent surtout d'envoyer les gens au restaurant le lendemain. Beaucoup moins en cuisine... Car ces programmes, très beaux et spectaculaires, n'ont rien de pédagogique. Les recettes sont très compliquées et réalisées dans une tension extrême. Sauf peut-être dans les émissions de Cyril Lignac.

Comment mesurer l'ampleur de ce retour aux fourneaux qui doit, par ailleurs, souffrir de quelques inégalités sociales ?
Selon les enquêtes, 80 à 85 % des Français continuent en effet d'acheter l'essentiel de leurs 14 repas hebdomadaires en grande surface, souvent le samedi entre 15 et 18 heures. Il y a donc beaucoup de nourriture industrielle au fond de leur chariot. Et encore davantage dans celui des plus pauvres, tant la malbouffe est une injustice sociale. Mais ce chiffre énorme commence à s'effriter de manière exponentielle. La tendance est encore difficile à quantifier, mais aucune catégorie sociale ne devrait d'ailleurs y échapper. Si les plus aisés peuvent choisir une belle volaille ou un poisson frais, le smicard peut, lui, se régaler

n faux problème »

d'une soupe poireaux-pommes de terre ou bien d'une omelette aux champignons à 1,20 €.

Du fait maison, d'accord, mais encore faut-il savoir acheter de bons produits...

La priorité est d'abord que les gens qui ne cuisinaient pas du tout s'y mettent enfin. Ensuite, il faut en effet se soucier des produits. Mais là aussi, on constate que les ventes de bio s'accroissent. Leclerc vient, au passage, d'annoncer la création de grandes surfaces 100 % bio. Mais l'effort doit être encore plus grand pour, je l'espère, atténuer un peu les dommages collatéraux des plats préparés et de ce que certains médecins nomment le cocktail fatal : colorants, conservateurs, émulsifiants, sucre et gras.

Les plats préparés ne semblent pourtant pas, aujourd'hui, plus dégoûtants que nos boîtes de raviolis des années 1970...

Certains sont même infiniment meilleurs. Toute la nourriture industrielle n'est pas de la malbouffe. Mais celle dont on ne cesse d'écraser les prix est une infamie. Hélas, cela fait quarante ans qu'on nous répète qu'il faut toujours moins consacrer de temps et d'argent à l'alimentation. . .

Certes, mais que dire aux pères et mères de familles ne rentrant pas chez eux avant 19 heures ?

C'est un faux problème. On peut, par exemple, cuisiner le plat du samedi ou du dimanche dans des proportions plus grandes. Deux ou trois soupes également que l'on laisse au frais ou bien que l'on congèle. Et puis, encore une fois, faire une omelette ne prend que dix minutes. Souvent, lorsque des gens vous disent qu'ils n'ont pas le temps de cuisiner, c'est parce qu'ils ont donné la priorité à une autre activité . . pas toujours essentielle. Comme regarder Hanouna, entre autres.

REPÈRES

2 sur 10

Selon un sondage de l'Institut BVA, le poulet rôti est le plat préféré des Français : 20 % d'entre eux le placent en tête, devant le magret de canard (qui occupe la première place du classement dans le Sud-Ouest), les plateaux de fruits de mer et la blanquette de veau.

68 %

C'est la part des Français préférant désormais cuisiner à l'huile d'olive plutôt qu'au beurre.

7 sur 10

Près de 7 Français sur 10 aiment faire la cuisine, mais les femmes continuent de l'assumer beaucoup plus que les hommes. Seuls 22 % des couples affichent la parité derrière les fourneaux.

19 %

Moins de 2 Français sur 10 fréquentent les fast-foods au moins une fois par mois. En dehors de ce type de restauration, seuls 9 % vont au restaurant toutes les semaines.

Le boum des cours de rattrapage

TENDANCE Comme chez Zodio, les jeunes couples en manque d'expérience sont de plus en plus nombreux

Ce mardi midi, chez Zodio, l'heure n'est pas à tortiller du tablier. À l'ombre de ce vaste magasin de déco et de cuisine installé dans les faubourgs de Bègles (Gironde), une demi-douzaine de particuliers ont choisi la formule express à 19 euros. « Burger de poulet croustillant en tempura que l'on dégustera ensuite avec sa petite sauce sympa », promet le chef Mathieu Rabau. « Un atelier rapide et technique à la fois, idéal pour ceux qui ne connaissent rien ou presque à la cuisine. »

Sinon, la box de MoiChef

Chef de cuisine d'une table étoilée avant de s'en aller faire bouillir sa propre marmite en Nouvelle-Calédonie, le cuisinier de 37 ans est, depuis quatre années, revenu jouer ici les professeurs à temps plein. Une dizaine de cours par semaine, soit plus de 400 annuellement dispensés à deux milliers d'élèves en tout genre. « Les profils sont variés, mais les jeunes qui viennent de s'installer sont de plus en plus nombreux. Lassés de la "street-food", ils réalisent alors que bien manger est important. »

Pour eux, souvent à peine capables de se faire cuire un œuf, le chef dédramatise l'expérience. « Notamment auprès de tous ceux que les émis-



Bègles (33). Fini les tables étoilées, Mathieu Rabau donne désormais plus de 400 cours par an à des particuliers. L.T./« 50 »

sions de télé ont complexés. Je leur explique d'abord comment faire simple et mieux choisir les produits qu'ils achètent au quotidien, pourquoi pas en se détournant un peu des supermarchés, même si beaucoup ont des a priori sur les petits commerces. »

Viendront ensuite le temps et l'envie de monter en gamme pour épater les copains. Comptez en moyenne une cinquantaine d'euros la séance de deux heures pour réaliser – et emporter – une selle d'agneau farcie aux feuilles de kaffir, ou bien un filet de bar et sa viennoise croustillante au wasabi. Las, si tu ne viens pas aux chefs, les chefs iront à toi. Telle est en substance la devise que s'est appro-

priée la jeune start-up MoiChef (1). En partenariat avec quelques têtes aussi étoilées que Camdeborde, Dutournier, Guy Savoy, la petite bande originaire du Sud-Ouest expédie désormais chaque mois, et partout en France, sa box aux apprentis épicuriens (39,90 €). À l'intérieur, la recette exclusive du chef et tout le nécessaire à sa réalisation pour six assiettes : ingrédients rares choisis par ses soins, liste des produits frais à se procurer en complément, conseils de dressage, accord mets et vins et même quelques invitations et menus en papier pour les futurs invités.

(1) www.moichef.fr

Ce que les Français font (parfois) « maison »



Le « mieux manger » s'observe dans l'assiette

- 66 % des Français consomment désormais quotidiennement des légumes, et 58 % des fruits.
- 56 % des Français font du respect de la saisonnalité des produits un critère de choix.
- 28 % disent manger des produits frais plus souvent qu'il y a deux ans.

Au rayon boucherie
moins de 1 sur 2 s'inquiète en revanche de la qualité de l'élevage ou le respect du bien-être animal.



8 sur 10 se disent soucieux de l'impact de l'alimentation sur leur santé, mais seulement 20 % accordent une importance « primordiale » à leur équilibre alimentaire.

44 % disent avoir changé leurs habitudes suite aux différents scandales et crises alimentaires,

À table !

L'alimentation nous occupe en moyenne **2 h 22** par jour (+ 13 mn en 25 ans).
Mais le temps passé en cuisine (53 min) diminue (18 min).
1 personne sur 4 regarde la télévision en dinant.

Source : Insee et Harris Interactive

Infographie

Un nouveau plan de déradicalisation

TERRORISME Le gouvernement a présenté hier 60 mesures balayant un spectre large contre la radicalisation

YANN SAINT-SERNIN
y.s.sernin@sudouest.fr

Cent fois sur le métier, remettre l'ouvrage. Hier, le gouvernement a présenté son plan pour la déradicalisation. Le troisième en quatre ans. Le premier en 2014 (20 mesures) puis le second en 2016 (80 mesures) n'avaient pas tenu toutes leurs promesses. Le centre de Pontormy (le centre de déradicalisation expérimental en Indre-et-Loire finalement fermé à la suite d'un retentissant rapport sénatorial) ou encore la condamnation pour détournements de subvention de Sonia Imloul avaient marqué les tâtonnements des politiques françaises en la matière. Le nouveau plan (60 mesures) aura-t-il plus de succès ?

1 500 places de prison

Balayant très large, il marque notamment un revirement de doctrine en milieu carcéral. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics avaient privilégié la dispersion des détenus identifiés comme radicalisés. L'objectif était notamment d'éviter les phénomènes d'émulation entre détenus aux profils semblables. Mais le mouvement des gardiens de prison suite à l'agression de surveillants par un détenu radicalisé dans le Pas-de-Calais a sembler-il changé la donne.

Le gouvernement a annoncé la création de 1 500 places au sein de « quartiers étanches exclusivement dévolus aux détenus radicalisés ». Afin d'éviter les phénomènes d'em-



Édouard Philippe a présenté son plan hier. PHOTO AFP

brigadement lorsque des détenus endurcis se retrouvent en présence de personnes faiblement radicalisées, les « quartiers d'évaluation de la radicalisation » (QER) devraient être maintenus et passer de trois à six. Rappelons qu'actuellement un peu plus de 1 100 détenus ont été identifiés comme radicalisés par l'administration pénitentiaire.

« Prise en charge au long cours »

Autre point très attendu, la prise en charge des mineurs de retour de Syrie. Édouard Philippe a plaidé pour « une prise en charge au long cours ». Les personnels qui s'occuperont de ces jeunes suivront désormais une formation spécifique. Trois centres de jours seront également créés sur le

modèle d'un centre au Dannemarket prendront en charge des personnes sous main de justice (certains pourront être des « revenants » de Syrie).

Sur le volet éducatif, le gouvernement entend durcir les conditions d'ouverture d'écoles hors contrat. 150 auraient ouvert pour la seule année 2017 contre une trentaine les années précédentes. L'éducation à l'information ainsi que la lutte contre le complotisme seront également « systématisées » a annoncé le premier ministre qui souhaite développer les « contre-discours » face à l'idéologie djihadiste. Le plan au spectre très étendu ne contient en revanche, à ce stade, aucune mesure sociale ou économique en faveur des quartiers défavorisés.

Divisés sur le budget post-Brexit

EUROPE Les dirigeants européens ont fait le constat de leurs désaccords dans ce domaine

Les dirigeants européens ont fait le constat hier de leurs divisions sur les choix budgétaires auxquels ils seront confrontés après 2020, quand les recettes seront grevées par le départ du Royaume-Uni. Cette « première discussion politique », en amont des propositions officielles que doit publier la Commission européenne début mai, a été « moins conflictuelle que je n'avais pensé », a toutefois estimé Jean-Claude Juncker, le chef de l'exécutif européen, à l'issue de la rencontre.

L'UE est confrontée à une double difficulté. Elle doit faire face à des défis inédits et coûteux en matière de protection des frontières, de défense ou de migration. Et doit les financer alors que le budget de l'UE va perdre avec le Brexit l'un de ses principaux contributeurs, à hauteur de plus de 10 milliards d'euros

par an. « S'il n'y a pas d'argent dans la maison, l'amour s'envole par la porte », a lancé malicieusement Jean-Claude Juncker.

Plusieurs refusent de payer plus

« Tous les dirigeants sont prêts à travailler à la modernisation du budget et de ses programmes. Et beaucoup sont prêts à contribuer plus au budget après 2020 », a assuré Donald Tusk, le président du Conseil européen, instance qui regroupe les dirigeants de l'UE. L'Allemagne d'Angela Merkel s'y engage dans l'accord de coalition du futur gouvernement. Le français Emmanuel Macron a de son côté assuré que la France était « prête à ce que nous ayons un budget européen en expansion ».

À l'inverse, plusieurs pays, tous des contributeurs nets (donnant plus qu'ils ne reçoivent) ont prévenu



« S'il n'y a pas d'argent dans la maison, l'amour s'envole par la porte », a lancé Jean-Claude Juncker. PHOTO AFP

qu'ils refuseraient de payer plus, comme les Pays-Bas, la Suède, le Danemark ou l'Autriche.

Vague de froid glacial en vue

MÉTÉO Des vents froids et secs s'apprêtent à déferler sur la France. Les températures seront particulièrement basses de demain à mercredi. Le nord et l'est du pays sont les régions les plus concernées

JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

Qu'il fasse froid en février, rien de plus habituel, mais les températures qui s'annoncent pour ces prochains jours sont exceptionnellement basses : un froid venu de Sibérie va s'abattre sur l'Hexagone.

1 Le Moscou-Paris, c'est quoi exactement ?

Il ne s'agit pas d'une ligne ferroviaire au nom romanesque, mais d'un flux d'air glacial venu de Russie : un corridor large de plusieurs centaines de kilomètres, qui charrie des vents secs et froids, et traverse l'Europe d'Est en Ouest. « Nous sommes en présence d'une configuration spécifique : il y a, au nord, un anticyclone scandinave, au sud, une dépression méditerranéenne, et, entre les deux, ce courant d'air froid et sec qui circule », explique Katia Conte, météorologue à Météo-France, jointe hier par « Sud Ouest ».

Cet avis de grand froid est doublement inhabituel. D'une part, il est tardif. « Fin février, début mars, les jours s'allongent, le soleil est plus haut sur l'horizon, les températures sont plus élevées en général », rappelle Katia Conte. La dernière fois qu'un épisode similaire a été observé au début du

mois de mars, c'était en 2005. D'autre part, ces températures basses seront accompagnées de vents très sensibles, des rafales de 40 à 70 km/h, qui accentueront considérablement la sensation de froid. La température ressentie peut être jusqu'à 8 ou 10 degrés inférieure à la température mesurée... Bonne nouvelle, en revanche : un soleil souverain est annoncé.

2 Lundi, mardi, jours les plus froids

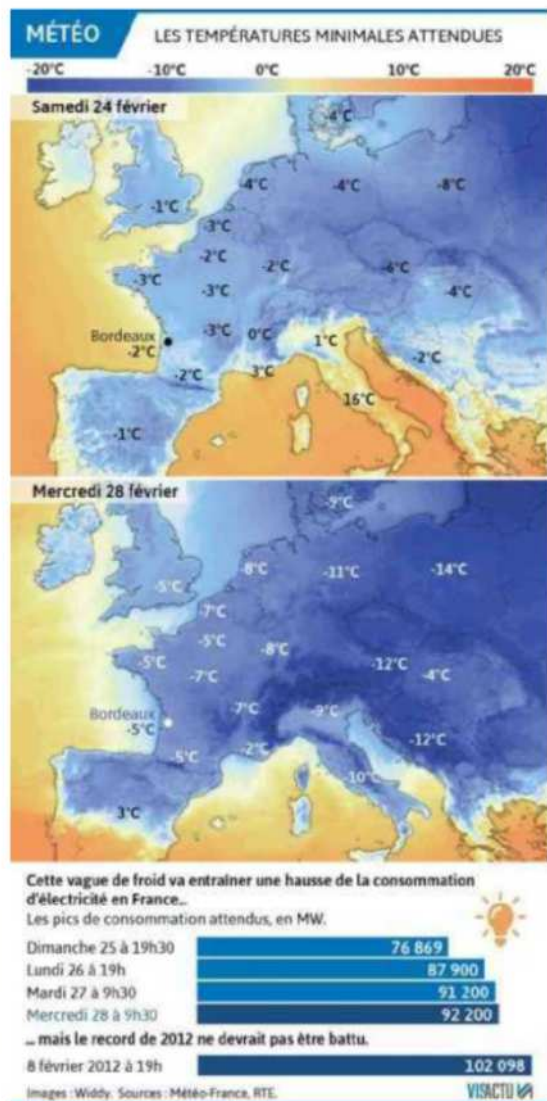
Selon les prévisions de Météo-France, un très relatif radoucissement est prévu aujourd'hui. La vague de froid est

annoncée à partir de demain sur l'ensemble du pays, avec des températures de 4 à 9 degrés inférieures aux normales saisonnières. Le froid devrait être particulièrement mordant lundi et mardi, dans l'est et le nord, avec des maximales qui auront du mal à dépasser 0 degré, et des minimales à -10, voire -12 degrés. « L'Aquitaine et la façade atlantique sont aussi concernées par cette baisse

des températures, mais dans des proportions nettement plus contenues que le reste de l'Hexagone », précise Katia Conte. Lundi, les températures devraient osciller entre -4 et +6 degrés à Bergerac (24), entre -3 et +5 à Bordeaux, entre -3 et +7 degrés à Mont-de-Marsan. Mercredi, il se peut qu'il neige en Aquitaine », note Katia Conte. Jeudi, fin attendue de cet épisode Moscou-Paris : le mercure va revenir à des mesures plus habituelles.

3 Quelques précautions à prendre

L'Agence Santé Publique France, qui dépend du ministère, a rappelé, hier, dans un communiqué, quelques conseils élémentaires : « Se couvrir convenablement pour éviter tout risque d'hypothermie ou de gelures », « ne pas surchauffer son logement et veiller à la bonne ventilation pour éviter tout risque d'intoxication au monoxyde de carbone ». L'Agence encourage chacun d'entre nous à appeler le 115 si on remarque, dans la rue, une personne sans-abri. Ces vents glacés pourraient aussi avoir une conséquence sur la qualité de l'air : ils vont ramener en France les particules émises par nos voisins européens comme l'Allemagne et la Pologne, observe Katia Conte.



Les motards ont des soutiens

Samedi, les motards en colère contre l'abaissement de la limitation à 80 km/h ont pu compter sur quelques soutiens politiques de choix. Pour Jérôme Lambert (photo), ce n'est pas une surprise : cofondateur des Motards en colère, le député charentais, amoureux de tous les deux-roues - il a effectué sa dernière campagne électorale en partie à vélo - était bien présent dans le cortège de samedi : « Ravi de cette grande mobilisation. Le gouvernement a agi sans aucune concertation, il a pris une mesure démagogue que même Macron n'avait pas osé promettre dans sa campagne électorale ! » Le président du Département, François Bonneau, a prévu, lui, de faire connaître l'opposition charentaise à la mesure par un courrier adressé au chef du gouvernement. Les motards, eux, vont remettre le couvert aujourd'hui à Saintes. Pour les Charentais, rassemblement à 10 h 30 au plan d'eau de Saint-Yrieix.

Les réserves d'eau se refont la cerise

ENVIRONNEMENT Au 20 février, en Poitou-Charentes, environ 67,3 % des stations de suivi des nappes présentent des niveaux proches à supérieurs à la moyenne interannuelle, indique l'Agence régionale de la biodiversité en Nouvelle-Aquitaine. En Charente, ce taux monte à 85,7 %. Un taux supérieur à ceux des autres départements de l'ex-Poitou-Charentes : 44,1 % dans la Vienne, 74 % en Charente-Maritime et 78,5 % dans les Deux-Sèvres. L'Agence constate que le début de l'année « a été marqué par des conditions météorologiques permettant l'augmentation du niveau des cours d'eau et l'infiltration vers les nappes souterraines ».

Les nouvelles ambitions de Cats

ÉCONOMIE La filiale d'Airbus, Cats, entend créer une école de pilotage sur le site de l'aéroport Angoulême-Cognac



Six avions sont en maintenance dans le nouvel hangar

ANTOINE BENEYTOU
angouleme@sudouest.fr

Et si une école de pilotage voyait le jour, sur le site de l'aéroport d'Angoulême-Cognac, dans les locaux de l'entreprise Cassidian Aviation Training Services, alias Cats ? L'idée avait été évoquée en décembre par le président Jean Longobardi, à l'occasion de l'inauguration d'un nouveau hangar, à Champniers. Aujourd'hui, le projet se précise et pourrait voir le jour de manière progressive. Première échéance, « l'été ou l'automne », dit Jean Longobardi. Le patron de Cats espère qu'à cet horizon, le site pourra accueillir une dizaine de pilotes privés afin de les former. Mais aussi des militaires, notamment africains.

Besoin de pilotes

Dans les prochaines semaines et les prochains mois, des travaux seront menés dans l'un des bâtiments de Cats, situé à l'aéroport. Et ce, afin d'aménager une salle de cours, une salle de repos, des box de briefing. Un simulateur de vol venu de Salon-de-Provence devrait également être installé. Cela n'est que le premier étage d'un projet d'enver-

gure. Puisqu'ici trois ans, Jean Longobardi espère créer une véritable école de pilotes de lignes.

Et cette ambition part d'un constat et « d'un besoin gigantesque. L'aviation civile va avoir besoin de

« L'aviation civile va avoir besoin de 600 000 pilotes dans le monde dans les vingt ans qui viennent »

grosses commandes d'Airbus – il faudra mettre des pilotes dans – et un gros cycle de départs à la retraite. Les écoles sont sous-dimensionnées », ajoute-t-il.

Mais le site de Champniers est-il assez attractif ? « Le fait de ne pas avoir de lignes aériennes commerciales est un atout car l'avion de ligne est prioritaire. » De quoi laisser de l'espace et du temps libre aux stagiaires écoles pour pouvoir voler. D'autant que « la météo est clémente. Pour les premières heures,

600 000 pilotes dans le monde dans les vingt ans qui viennent. Il va falloir en sortir 70 à 80 par jour. Cela correspond au développement de l'aviation de ligne. » Jean Longobardi évoque également les



Jean Longobardi, président de Cats, estime que le besoin en pilotes de lignes est « gigantesque ». PHOTO VINCIANE JACQUET

c'est important. » Jean Longobardi souligne également la proximité avec d'autres aéroports tels que Poitiers, Niort ou Périgueux. Puis résume : « On a toutes les briques. On a les hangars, la plateforme, des pilotes instructeurs... »

L'objectif à terme est de pouvoir accueillir une centaine de stagiaires pour des formations d'environ douze à dix-huit mois. Avec pour-quoi pas, la construction d'un nou-

veau bâtiment. Soit un investissement de 10 millions d'euros pour avoir un bon niveau d'école », estime Jean Longobardi. « Cela représente une dizaine d'avions et entre 15 000 et 18 000 heures de vol. » Soit environ une cinquantaine d'emplois avec notamment 25 instructeurs pilotes et une vingtaine de mécaniciens.

Objectif : dispenser une formation « ab initio », afin de mener les

Bientôt des avions africains

Début décembre, à l'aéroport d'Angoulême-Cognac, Cats inaugurerait son nouveau hangar, fruit d'un investissement de deux millions d'euros. À l'époque, les 2 000 m² de surface étaient vides. Près de trois mois plus tard, les choses ont changé. Désormais, six avions se partagent cet espace. On retrouve notamment des Grob 120 de l'école de Cognac. Mais aussi des Cirrus, appartenant à Cats, mis à disposition de l'armée pour les sites de la base aéronautique navale de Lanvéoc en Bretagne ou de la base aérienne de Salon-de-Provence.

Tous ces appareils sont en maintenance dans le nouveau hangar de Cats. Et sont bichonnés par 25 salariés. Des recrutements ont eu lieu depuis décembre et le PDG, Jean Longobardi, indique toujours être à la recherche de mécaniciens. Sur ce site de Cats, on trouve également une cabine de peinture, qui devrait intensifier son activité ainsi qu'une zone logistique, un atelier chaudronnerie et un espace dédié aux parachutes. En avril, Cats accueillera également deux avions Epsilon togolais, afin de les remettre à neuf. Cela représentera 2 000 heures de travail afin de redonner 2 500 heures de vol à ces avions.

stagiaires jusqu'à la licence de pilote professionnel. Avec ce projet, Jean Longobardi voit également la possibilité de créer un pôle de formation aéronautique, avec notamment Heli Union, le centre de formation des pilotes d'hélicoptères, basé à l'aéroport, l'école militaire de pilotage de Cognac, les bases militaires de Saintes et Rochefort pour la mécanique et Aerocampus à Bordeaux.

Une résidence seniors dans les chais H. Mounier

LOGEMENT La société Les Girandières va créer cette structure dans les anciens bâtiments de la maison de cognac. L'ouverture est prévue pour le premier trimestre 2020

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Décidément, les anciens chais ont la cote. Il y avait déjà les chais Monnet en train d'être transformés en hôtel de luxe. Il y aura aussi, désormais, les anciens chais H. Mounier (avenue Victor-Hugo), transférés à Gensac-La-Pallue depuis 2005 ; même si les deux projets n'ont aucune commune mesure ni rapport.

C'est la société Les Girandières, basée à Paris, qui a racheté le site à Unicoop (propriétaire de la marque H. Mounier). Elle a pour projet d'y créer une résidence pour seniors. Un projet d'ailleurs plus qu'avancé puisque les travaux doivent débuter la semaine prochaine et que l'ouverture est normalement programmée pour le premier trimestre de l'année 2020, selon Olivier Le Gall, direc-

teur marketing de la société. Précisons immédiatement les choses : il ne s'agit pas, là, d'implanter une maison de retraite ou un Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) de plus à Cognac mais bien d'une résidence proposant des appartements en location avec divers services possibles, donc destinée à des personnes autonomes.

« Nous proposons trois types de logements : des studios (30 m²), des T2 (45 m²) et des T3 (60 m²). À côté de cela, les résidents peuvent bénéficier de différents services : aide à la personne (livraison de courses à domicile, tâches ménagères...), aide administrative... Dans chaque résidence, il y existe aussi un service de restauration, un salon de coiffure, un grand salon commun où se déroulent des activités. Rien n'est imposé, les gens s'en servent comme ils le

souhaitent, ils sont complètement autonomes. Il n'y a pas de service médical mais le personnel peut servir de liaison avec les professionnels de santé », précise Olivier Le Gall.

Le tout dans un espace, bien évidemment, totalement sécurisé et où le personnel – en général « c'est 15 à 20 personnes » – est présent 24 heures sur 24.

90 appartements

À Cognac, 90 logements sont prévus : ce qui représente, selon l'expérience des résidences déjà construites, environ 110 résidents. « En majorité, nos résidents sont des personnes seules et qui sont lassées de se sentir isolées. Elles viennent pour avoir un environnement rassurant et sécurisé. » Du côté de la mairie, on se félicite de ces travaux. « C'est le genre de projets qui peut faire venir du monde, analyse Danielle Jour-

zac, adjointe au maire en charge du commerce. On peut imaginer que des professions paramédicales aient des locaux dans la résidence ou viennent y travailler. Par exemple, un gérontologue aurait parfaitement sa place dans cet ensemble. »

En tout cas, le site de Cognac semble d'ores et déjà connaître un certain intérêt de la part de résidents potentiels. « Les gens ont commencé à en entendre parler et nous avons déjà pas mal de demandes de renseignements, confirme Olivier Le Gall. C'est assez étonnant car, pour le moment, nous sommes surtout focalisés sur les ouvertures de résidences de 2018 et 2019 et, généralement, nous ouvrons les bureaux de renseignements et d'accueil de la clientèle huit ou six mois avant l'ouverture. » Est-ce à dire que la résidence n'aura guère de mal pour faire le plein ? C'est fort probable.

L'INVESTISSEUR

LES GIRANDIÈRES C'est une marque du groupe Résidé Études, présent sur le marché des résidences seniors depuis 2007. Depuis 1989, le groupe construit et gère des résidences avec services. Des résidences qu'il construit et gère. Ce furent d'abord des résidences étudiantes puis il a étendu son offre à une clientèle d'affaires et aux seniors. Résidé Études est, aujourd'hui, en tête des exploitants de résidences urbaines avec services para-hôtelières en France.

EN CHIFFRES Le groupe gère au total plus de 27 000 logements dans plus de 230 résidences en France. Pour les seniors, c'est 40 résidences et près de 4 000 appartements. Au total, le groupe compte 1 800 salariés et a connu un taux de croissance annuel de son chiffre d'affaires de 13,1 % de 1999 à 2016.



Un type d'appartement, proposé meublé, que l'on peut trouver dans les résidences seniors du groupe. REPRODUCTION « SUD OUEST »

Le rêve d'un jardin de tous les possibles

RENCONTRE Le Texte libre et Biocoop organisent la neuvième édition de leur conférence bio-littéraire, le 3 mars à La Salamandre

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.com

Librairie associative pour l'un, magasin bio organisé en scop (société coopérative et participative) pour l'autre. Le Texte libre et Biocoop ont, sans doute, beaucoup de points en commun, de valeurs semblables dont l'idée, « de faire du commerce différemment », indique Geneviève Bernard, la présidente du Texte libre.

Rien d'étonnant alors à ce qu'ils se soient associés pour proposer chaque année un rendez-vous de rencontres et de débats, autour du livre et de thèmes comme l'environnement, l'alimentation, la santé, l'agriculture et, l'année passée, l'énergie. Cette année, ce sera la neuvième édition de ces conférences « bio-littéraires » dont l'intitulé est : « Rêver un jardin et coopérer » (lire déroulé par ailleurs).

Un jardin extraordinaire

Mais au-delà de la simple confrontation d'idées et d'opinions, la volonté, cette fois-ci, est d'aller plus loin et de se servir de ce rendez-vous pour faire naître quelque chose de concret. « Le souhait est d'arriver à créer un jardin où l'on pourrait rassembler toutes ces idées, un jardin qui serait un lieu de convivialité et de coopération », expliquent Geneviève Bernard et Dominique Barthod, la gérante de Biocoop.

Un jardin bio, bien évidemment, de culture mais pas seulement. « Notre vision est que ce soit, avant tout, un lieu d'échanges, de solidarité et de partage. Il ne s'agit pas de créer des parcelles individuelles – cela existe dans d'autres endroits comme les jardins partagés et c'est très bien –, mais que les gens se rassemblent et travaillent ensemble, toutes générations confondues. Ce pourrait être, aussi, un support d'apprentissage pour des gens qui au-



Geneviève Bernard, Dominique Barthod et Christian Bayle invitent à participer à la journée du 3 mars. PHOTO D.F.

LE PROGRAMME DU SAMEDI 3 MARS

DE 10 H 30 À 12 H 30 Cercle d'échanges : « Construire un projet de jardin en pays de Cognac » avec la participation de Vincent Larbey, Rémi Marcoette et les Jardins respectueux, Sébastien Bruand, maraîcher bio et paysagiste...

DE 12 H 30 À 14 H 30 Apéro/casse-croûte offert par Biocoop de Cognac

DE 14 H 30 À 17 H 30 Conférence-débat : « Rêver un jardin et coopérer ». Avec la participation de Claude Gruffat, auteur de « La Bio est un véritable projet politique pour une civilisation moderne », et Vincent Larbey.

TOUTE LA JOURNÉE Ateliers pour tous avec l'association scientifique Les Petits Débrouillards : de la graine à la plante, la pollinisation... Land-art : un jardin mandala avec Marc Pouyer et Maïté Milléroux. À noter que jeudi 1^{er} et vendredi 2 mars, des ateliers land-art seront également suivis dans trois classes d'écoles cognaçaises ainsi que dans une maison de retraite.

PRATIQUE Journée gratuite sur inscription au 05 45 32 20 52 ou par mail : biocoop.cognac@wanadoo.fr

raient envie de se former », ajoutent les deux femmes. L'exemple de référence est le jardin pédagogique de Celles, en Charente-Maritime, à quelques encablures de Cognac.

La journée de samedi pourrait donc être le point de départ de cette belle idée. « C'est pour cela que le matin, on a appelé cela un cercle d'échanges. On va voir qui sera présent et surtout qui voudra bien s'en-

gager sur ce projet. On espère créer une étincelle. » À noter que, lors de cette journée, deux personnalités viendront apporter leur expertise. Il s'agit du sociologue Vincent Larbey, auteur d'une thèse intitulée « Les Pieds dans la terre, la tête dans les rêves, pratiques et sociabilité autour du jardin » et Claude Gruffat, président du réseau national Biocoop.

ROUILLACAIS

Élus départementaux. Marie-Henriette Beaugendre et François Bonneau, conseillers départementaux du canton Val de Nouère, tiendront leur permanence mensuelle lundi, de 9 h 30 à 10 h 30, à la mairie d'Hiersac. Rendez-vous au 05 16 09 75 15 ou 69 78.

CHÂTEAUBERNARD

Repas dansant. L'association des

parents d'élèves de l'école Jules-Vallès organise un repas dansant samedi 3 mars, à la salle des fêtes des Pierrières, animé par DJ Manu G dès 19 h. Paiement et réservation avant lundi au 06 03 76 80 23 ou au 06 34 11 09 53. Tarifs : adulte, 18 euros (apéritif, crudités, tajine poulet, tarte pomme, café) ; moins de 14 ans, 7 euros (crudités, rôti, chips, gâteau chocolat, boisson).

ÉCHO DU COGNAÇAIS

Grisélidis devient un spectacle gratuit

CHÂTEAUBERNARD La sociétaire de la Comédie française Coraly Zahonero porte la voix de Grisélidis Réal, « écrivain, peintre et prostituée militante » sur scène ce mardi au Castel (voir notre édition d'hier). Face aux peu de places réservées, la Ville a fait le choix de proposer la gratuité du spectacle « Grisélidis », le sujet sociétal d'importance majeure sans doute encore trop tabou qu'est la prostitution se devant d'être partagé par le plus grand nombre. Les personnes qui ont déjà acheté leur billet bénéficieront de la



**Coraly Zahonero incarne
Grisélidis Réal sur scène.**

PHOTO JEAN-ERICK PASQUIER

gratuité pour un futur spectacle. Pour les autres, il convient de réserver sa place au 05 45 32 76 81.

Le chiffre

32

Un super radar nouvelle génération, dit «radar tourelle», capable de flasher jusqu'à 32 voitures en même temps, est testé depuis le début du mois à Marseille, sur la L2. Plus de 450 modèles devraient être déployés dans toute la France d'ici la fin de l'année, indique *Var Matin*. Doté d'une caméra haute résolution et de puissants flashes, il permet de lire les plaques sans erreur ni doute,



Capture d'écran

et même de distinguer les types de véhicules. Outre ces fonctions, ce super radar sera également capable de détecter la circulation sur les voies interdites, les dépassements interdits, l'inter-distance, les obligations de tourner à gauche ou à droite, le franchissement de la ligne stop. Mais il n'est homologué, pour l'instant, que pour le contrôle de vitesse et le franchissement de feu rouge.

L'infographie

Vague de froid : sur la route du "Moscou - Paris"

C'est quoi le "Moscou - Paris" ?

Il s'agit d'une masse d'air polaire provenant de Sibérie et poussée par un anticyclone.

Elle a atteint l'Europe cette semaine par le nord-est et s'engouffre à présent dans l'Hexagone.



Mardi sera la journée la plus froide depuis 2012 en France

Carte de France
Prévisions
à 7h

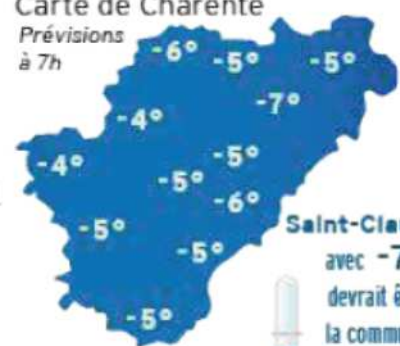
Où fera-t-il
le plus froid ?

Saint-Gingolph
en Haute-Savoie
-18°



Le vent accompagnera
cette masse d'air polaire,
modifiant la sensation de froid.
En cas de rafale,
comptez enlever 8 à 10°
aux températures affichées !

Carte de Charente
Prévisions
à 7h



Saint-Claud
avec -7°
devrait être
la commune
la plus froide
de Charente



Le niveau 2 du plan Grand Froid est activé depuis mercredi.
Pour signaler toute personne sans abri, appeler le 115.

Source : Météo France

INFOGRAPHIE CL

La Charente régale au salon

Le Salon de l'agriculture s'ouvre aujourd'hui à Paris. La Nouvelle-Aquitaine y sera à l'honneur mercredi 28 février. Éleveurs et producteurs charentais seront présents toute la semaine.

Myriam HASSOUN
m.hassoun@charentelibre.fr

Du porcelet de Barbezieux à la broche, des escalopes de canard de Saint-Romain, des volailles fermières de La Roche-Chalais (Dordogne) et même un «burger charentais» à la sauce secrète au menu. En plein cœur du Salon international de l'agriculture, qui s'ouvre aujourd'hui Porte de Versailles à Paris, les visiteurs pourront se restaurer au «self charentais» tenu par Ludovic Poupart, producteur de glaces à Saint-Vallier, et Vincent Gouzilh, viticulteur à Saint-Aigulin (Charente-Maritime). «C'est une nouveauté, on a décidé de tenter le coup car on trouvait que la culture charentaise était trop peu présente sur le salon», argumente Ludovic Poupart. Le chef du restaurant sera aussi local: Anthony Peyrichou, de la Guinguette de Poltrot à Nabinaud, est aux fourneaux du projet.

«Le salon, ça lance la saison pour nous»

Ludovic Poupart, à la tête de l'EARL du Domaine de Fontgaillard, aura également un stand pour faire déguster ses glaces. Trois autres producteurs charentais sont présents dans l'espace Nouvelle-Aquitaine: les cognacs Lheraud d'Angeac-Charente, les cognacs Roussille de Linars et les



Ludovic Poupart, producteur de glaces à Saint-Vallier, avait mis l'ambiance en 2016 et sera de nouveau présent cette année.

Photo archives Renaud Joubert

cognacs Paris à Juillac-le-Coq. Pour les Charentais qui participent au salon, l'investissement, en temps comme en argent, peut être conséquent. «Le self nous coûte 50 000 € et le stand, en comptant mon personnel, les nuits à Paris, c'est environ 20 000 €», décrit Ludovic Poupart, qui expose pour

tant pour la cinquième année consécutive. «Pour nous, ça lance la saison estivale et ça permet une publicité générale pour nos produits, une couverture médiatique de ce que l'on fait aussi.» L'occasion en outre pour lui de présenter ses nouveautés et de les tester auprès du public parisien. Dans le

hall 3 du salon, les visiteurs pourront tomber aussi sur Aurélie et Jérôme Compain qui tiennent le food truck «Des tours gourmands» à Angoulême et qui animeront un stand dédié à la viande limousine toute la semaine. En plus des producteurs qui tiennent un stand, éleveurs bovins,

»

On tente le coup d'un self charentais car on trouvait que la culture charentaise était trop peu présente sur le salon.

ovins, caprins, canins ou équestres partent représenter le département dans la gigantesque ferme parisienne. Laura Kendall, d'Écuras, concourt jeudi 1^{er} mars au trophée monté avec «Baltazar des Piccanais», un cheval de trait poitevin. Une expérience que la future monitrice équestre attend avec impatience. «C'est amusant, je fais tout un parcours et je me mesure à huit autres concurrents!»

Aujourd'hui, jour d'ouverture du salon, aura lieu la présentation des filières charentaises sur l'espace Nouvelle-Aquitaine. Et la grande région sera mise à l'honneur mercredi 28 février toute la journée, avec la visite d'Alain Rousset, président du conseil régional. Cette journée-là, la Charente ne sera pas en reste: 12 apprentis de terminale bac pro technicien conseil vente en alimentation de la Maison familiale et rurale de Jarnac organisent une dégustation de produits charentais. Christophe Brandy, viticulteur qui teste une algue sur son exploitation de Saint-Saturnin, participera à un débat sur la question des pesticides.

En tout, 74 producteurs de la Nouvelle-Aquitaine exposent sur le salon où 620 000 visiteurs sont attendus.



LES ÉLUS CHARENTAIS,

qui se battent comme de beaux diables pour des arrêts TGV, seraient sur le point de demander

l'asile politique au Japon. Dauré, Charbonneau, Bonneau et les autres ont blêmi en découvrant cette semaine dans un article du site Metronews qu'au Japon, sur l'île d'Hokkaido, les autorités se sont engagées à maintenir ouverte une minuscule gare, qui n'a plus qu'un passager: une jeune fille qui n'a que ce moyen de transport pour aller au lycée. Plus fort encore, la compagnie Japan Railways s'est engagée à desservir cette gare jusqu'à ce que l'étudiante obtienne son diplôme.

■ Jeudi, un reportage de France 2 révélait la possible nocivité de ces pelouses ■ L'agglomération est la seule de Charente à en être dotée ■ Parents, footballeurs, éducateurs et élus ne cachent pas leurs inquiétudes.

Terrains de foot synthétiques: du gazon béni au gazon maudit ?

Gilles BILLEY
g.billey@charentelibre.fr

Le gazon synthétique c'est fantastique. Le refrain tournait en boucle dans la bouche de nombreux élus du territoire cognaçais, pas peu fiers de posséder les trois seuls terrains de cette nature en Charente. Des équipements inaugurés en grande pompe, au stade Paul-Vollaud à Segonzac en 2013, les deux autres au stade Claude-Boué de Châteaubernard en 2015. Sauf que depuis jeudi soir et le reportage de l'émission «Envoyé spécial» sur la possible nocivité de ces surfaces, le disque s'est sérieusement rayé pour un gazon béni qui pourrait devenir maudit.

«Ça m'a désarçonné, estomaqué même, à la vue de quelques séquences», confie inquiet Gérard Seguin, le président de l'U.A. Cognac football. «Il ne faut pas dramatiser, mais on ne peut pas minimiser le problème, poursuit Pierre-Yves Briand, le maire de Châteaubernard et vice-président de Grand Cognac, troublé également à la vue de ce reportage. En cause, ces petites billes noires dont sont saupoudrées ces revêtements comme la plupart des plus de 3 000 synthétiques recensés en France. Des billes bien connues des parents, «on les retrouve partout dans les affaires, chaussures,

chaussettes, survêtement, elles colent dessus», confirme la mère d'un jeune footballeur de Cognac croisée à l'entraînement hier.

Utilisées pour permettre d'assouplir la surface, elles sont issues de pneus déchiquetés. Du recyclage qui vire aujourd'hui à la fausse bonne idée. Ces granulats contiennent des traces de substances potentiellement cancérigènes, inhérentes pour certaines, ont révélé des prélèvements effectués en région parisienne et analysés en laboratoire (1). Avec des conséquences sur la santé ? C'est la question posée par le reportage dans lequel on apprend que l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) a été saisie par le ministère de la Santé sur ce sujet. Alors que la Suède, les Pays-Bas et les États-Unis ont mis fin au développement de ces surfaces «caoutchoutées».

«Ça fait peur»

«L'enjeu est important, ce sont des enfants qui foulent pour beaucoup ces pelouses. Il faut faire un diagnostic de nos installations et en tirer les conséquences, même si ça doit coûter. On va rapidement mettre le sujet sur la table de l'agglomération», annonce Pierre-Yves Briand.

Chez Gérard Seguin, le discours est identique: «On va évoquer le sujet au club et se tourner vers l'agglomération pour savoir quoi faire. Nous avons



Adoubs hier, les terrains de Châteaubernard pourraient bien ne plus l'être après cette enquête.

Photo Renaud Joubert

450 jeunes sous notre responsabilité, on se doit d'être hyper vigilant et d'appliquer le principe de précaution si nécessaire.» Et d'ajouter: «Je pense à nos petits gardiens, particulièrement exposés quand on voit le reportage, ça fait peur. Il faut commencer à envisager d'autres solutions.» La première a été mise

en place hier matin. «Les entraînements spécifiques gardiens se dérouleront maintenant sur nos terrains enherbés», indique Dominique Jammot, le responsable technique des jeunes.

À Segonzac, la maire Véronique Marendat se dit attentive au problème, mais tempère. «S'il y a un risque avéré, il faudra agir mais ce n'est pas le cas aujourd'hui. Le souci concerne les vieux équipements, estime-t-elle. Il est surtout lié aux émanations de ces granulats. Quand il fait chaud, ils produisent de la poussière et des odeurs. Nous, on a choisi des billes traitées par cryogénéisation pour régler ce problème.» Une méthode qui n'entraîne pas de transformation négative des propriétés physiques du caoutchouc, «mais ces billes sont là, au contact des enfants. À terme ça donnera quoi ? s'interroge le père d'un autre petit footballeur alerté lui aussi par le reportage. On va en discuter avec d'autres parents et le club. Si des choses existent pour se passer de ces résidus de

»
Ce sont des enfants qui foulent pour beaucoup ces pelouses. Il faut faire un diagnostic de nos installations et en tirer les conséquences même si ça doit coûter.

pneus, il ne faut pas hésiter.» Des collectivités ont déjà franchi le pas et opté pour du liège.

(1) Ces analyses font état d'une teneur en hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans la norme établie pour les pneus, mais pour une utilisation sur route, pas sur un stade. Elle est des dizaines de fois plus élevée que celle qui est autorisée pour les jouets.

L'exemple du cognaçais a du plomb dans l'aile

«L'exemple de Segonzac fera bouillir de la soupe. C'est visionnaire (...), on en reparlera très vite parce que ce sont eux qui voient juste», prédisait lors de l'inauguration du stade Pierre Demont, alors vice-président du District de football de la Charente, représentant d'une fédération qui pousse depuis des années ses clubs à virer au synthétique à renfort de subventions. Plus chers à l'achat, mais rapidement amortis (6 à 7 ans), pratiques car utilisables en

toute saison, peu d'entretien et pas d'eau, les synthétiques regorgeaient d'atouts. Beaucoup moins désormais avec cette perspective de ne plus en voir pousser beaucoup à l'avenir, de cette nature du moins, en Charente. Certitude, il n'y en aura pas à Puymoyen où l'on parlait du quatrième synthétique, à l'horizon 2020. «Trop cher déjà. On a abandonné le projet, on est conforté dans cette décision aujourd'hui», indique pas mécontent le maire Gérard Bruneteau.

La question se pose pour l'Union Cognac-Saint-Jean-d'Angély, le club de rugby, qui en avait inclus un dans son grand projet de nouvelles installations. Jalouxé jusque-là pour ces équipements, le territoire cognaçais risque de se sentir bien seul désormais sur le terrain. Car même si les industriels tentent de rassurer à coup d'études scientifiques concluant sur l'absence de risques pour la santé, ces mêmes études sont balayées par d'autres chercheurs.

■ Grisélidis,

le spectacle joué par Coraly Zahonero (Repro CL), mardi à 20h30, au Castel de Châteaubernard, va pouvoir être vu par tout le monde. Comme le nombre de réservations n'était pas suffisant, l'équipe a décidé hier, de rendre la représentation gratuite. Le spectacle avait tapé dans l'œil des élues Dominique Petit et Maria Maumont (lire également dans notre cahier loisirs). «On souhaite en faire profiter un maximum de personnes... Alors si c'est le tarif qui pose problème, on préfère la gratuité», indique Jean-Michel Boquet, le directeur général des services de la mairie de Châteaubernard. Pour pouvoir assister à la séance, il faut quand même réserver sa place au Castel au 05 45 32 76 81. A ceux qui ont déjà pris leurs billets, le Castel offrira des places gratuites pour le spectacle du mois de mai, «Le génie de Chostakovitch», proposé dans le cadre du Festival de musique de chambre en Charente.



Charente Libre

Samedi 24 février 2018



La vérité d'une prostituée

Coralie Zahonero

la comédienne et la putain

● Seul en scène
intime mardi prochain
à Châteaubernard
● Coralie Zahonero,
sociétaire de la
Comédie-Française,
dans la peau
de Grisélidis Réal,
prostituée libre,
artiste et humaniste.

Faire de la prostitution «un art, une science, un humanisme». C'est le combat qu'a mené Grisélidis Réal. Née en 1929 en Suisse et morte en 2005, elle était écrivaine, artiste et prostituée. Une amoureuse de la vie pourtant révoltée, cette femme singulière à la beauté frappante n'avait pas peur de dire les choses. Elle s'est battue farouchement pour sa liberté. Autour de ses écrits et interviews, Coralie Zahonero, sociétaire de la Comédie-Française, met en scène son histoire. C'est seule que la comédienne a décidé de créer ce projet autour d'un personnage qui la fascine. Elle interprète *Grisélidis Réal* mardi à Châteaubernard, au Castel. L'entrée est gratuite.

Quelles sont les raisons qui vous ont poussée à monter une pièce sur Grisélidis ?
Coralie Zahonero. C'est la découverte de sa parole, de son style et de l'écrivain incroyable qu'elle est. Elle aborde des thématiques extrêmement perçantes et humanistes. J'ai trouvé que ces thématiques devaient être révélées au public. Elle a acquis une grande connaissance de la vérité humaine par sa profession de prostituée. D'ailleurs, les scandales auxquels nous assistons aujourd'hui le montrent bien: il se cache dans la sexualité de l'individu l'endroit de l'intime, de la vérité, de ce qu'est la personne.

Pourquoi avez-vous choisi de créer ce spectacle seule, hors de la Comédie-Française ?
J'ai quand même joué la pièce à la Comédie-Française mais c'est un

”

C'est un projet personnel: l'idée est venue de moi. Cela me laisse une plus grande liberté et me permet de jouer comme j'en ai envie.



Coralie Zahonero interprète «Grisélidis» ce mardi 27 février à Châteaubernard.

Photo Jean-Erick Pasquier

projet personnel: l'idée est venue de moi. Cela me laisse une plus grande liberté et me permet de jouer comme j'en ai envie. Le principal de cette pièce, c'est ma rencontre avec Grisélidis Réal. J'ai fait moi-même un travail d'adaptation théâtrale et de mise en scène. J'ai aussi enquêté pour essayer d'absorber son essence. J'ai rencontré ses enfants, ses amis et des prostituées qu'elle a côtoyées.

Ce spectacle a-t-il une dimension féministe ?
Absolument. Grisélidis Réal a combattu toute sa vie pour ses droits de femme et de prostituée.

Le féminisme est pour moi la capacité à être libre, indépendante et autonome. C'était son cas à une époque où cela était beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui. Les idées préconçues sur les femmes prostituées sont courantes. Grisélidis Réal nous permet d'avoir une appréhension différente. On n'entend pas souvent parler comme elle le fait de la sexualité masculine. Pourtant, aujourd'hui dans les combats féministes et entre féministes, la place de la sexualité des hommes est très importante.

Est-ce que cette femme

pourrait être un modèle d'ouverture d'esprit ?

C'est le principe-même de l'humanisme. Madame de Staël disait: «Tout comprendre, ce serait tout pardonner». Il n'y a pas de jugement chez Grisélidis Réal, il y a un regard qui cherche à comprendre. Elle prend la douleur des autres sur elle pour la transformer en amour, en douceur, en bienveillance. Sa pratique de la prostitution est rare et magnifique: elle absorbe la misère et en fait quelque chose de réparateur.

Qu'est-ce qui vous a le plus touchée chez Grisélidis ?

C'est un exemple de vie pour moi en tant que femme. Elle ne s'est jamais positionnée en victime et pourtant elle a vécu des choses épouvantables. Mais elle a toujours réussi à transformer ses expériences pour en faire une force de combat. Elle représente un moteur qui me permet de tirer beaucoup de force. Elle n'a jamais nié ses souffrances ou le mal qu'on a pu lui faire. Mais elle a une capacité à rester droite et à ne jamais se sentir salie ou humiliée. C'est étonnant comme témoignage.

Quel a été le rôle de Grisélidis dans le mouvement des prostituées de 1975 ?

Elle a eu un rôle particulier. Les prostituées sont peu nombreuses à témoigner à visage découvert car elles sont stigmatisées. Grisélidis n'avait, elle, aucune honte et avait un talent d'orateur et d'écrivain. Cela lui a valu d'être une égérie: elle a notamment été aux Nations Unies pour revendiquer ses droits. Elle avait une personnalité hors normes.

Quelle est votre position vis-à-vis de la prostitution et de son cadre légal ?

Aujourd'hui la politique abolitionniste ne permet pas l'indépendance des femmes et empêche d'avoir un cadre légal. Le fléau de l'esclavage sexuel et des réseaux qui sont épouvantables ne pourront pas être endigués tant qu'il n'y aura pas une reconnaissance de la prostitution libre et indépendante comme celle que défendait Grisélidis. C'est aujourd'hui une réalité même si elle est minoritaire. Les prostituées méritent un accès à la dignité humaine comme les autres.

Êtes-vous personnellement engagée pour les travailleurs du sexe ?

Je le suis un peu, par fidélité au combat de Grisélidis. Mais je n'ai pas fait ce spectacle pour ça. Ce spectacle est là pour faire entendre la parole intime et une certaine vérité humaine. C'est ça qui est très beau et très touchant. J'ai été bouleversée par la parole de Grisélidis Réal, la façon qu'elle a de raconter. Ce qu'elle nous dit, aussi, par sa vie et ses rencontres m'a semblé passionnant. La prostitution a été sa matière d'écrivain parce que c'était son métier et je suis prête à en discuter après la représentation de mardi avec les spectateurs à Châteaubernard. Mais il est important de savoir que ce n'est pas une pièce de défense de la prostitution.

Propos recueillis par Louise JAMMET

A noter

«Grisélidis»
» De et par Coralie Zahonero,
mardi 27 février à 20h30
au Castel à Châteaubernard
Entrée gratuite.
Ne convient pas aux enfants.
Tél. 05 45 32 76 81.

”

Ce spectacle est là pour faire entendre la parole intime de Grisélidis et une certaine vérité humaine. C'est ça qui est très beau et très touchant.

Philippe sort un plan radical

■ La lutte contre la radicalisation s'inscrit dans un plan global ■ Une dizaine de ministres entourent Edouard Philippe hier ■ Prison, éducation, fonction publique sont les trois axes majeurs.



Entouré de dix ministres, Edouard Philippe a présenté un plan de prévention de la radicalisation qui touche l'ensemble des secteurs de la société française.

Photo AFP

seulement renforcé des détenus radicalisés, contrôle accru des écoles hors contrat... Edouard Philippe a présenté hier à Lille un nouveau plan de 60 mesures contre la radicalisation jihadiste, un domaine où

»

Une prise en charge au long cours (des mineurs) et un suivi psychologique pour favoriser leur réinsertion.

les autorités avancent encore à tâtons trois ans après les attentats de janvier 2015. « Cette radicalisation islamiste menace notre société », a insisté le Premier ministre en présentant son plan, flanqué d'une dizaine de membres du gouvernement, dont Nicole Belloubet (Justice), Gérard Collomb (Intérieur) ou encore Jean-Michel Blanquer (Éducation).

Edouard Philippe a notamment insisté sur les mineurs de retour de zones de guerre jihadiste. Défendant « une prise en charge au long cours, et notamment un suivi psychologique, pour favoriser leur réinsertion », le plan prévoit notamment la création d'une formation spécifique pour les personnels qui s'occuperont de ces « lionceaux du Califat » parfois

embrigadés par l'organisation Etat islamique.

Au dernier pointage officiel, 68 mineurs, en quasi-totalité de moins de 13 ans et aux trois quarts de moins de huit ans, sont de retour en France. Environ 500 seraient encore au Levant.

Désengagement

L'exécutif a aussi largement développé un large volet de prévention, conscient que la « déradicalisation » s'avère très délicate. Ces difficultés à trouver une parade efficace avaient été symbolisées par l'échec du premier centre de « déradicalisation », en Indre-et-Loire, basé sur le volontariat, qui n'avait rapidement pas accueilli personne.

Le plan présenté hier fait suite à un premier plan datant de 2014 et à une série de mesures prises à la suite des attentats de 2015. Le gouvernement souhaite que la proposition de la sénatrice centriste Françoise Gatel « puisse aboutir rapidement et aller à son terme », a dit Edouard Philippe. En appui de la campagne « Stop Jihadisme » lancée en 2016, l'exécutif veut aussi développer un « contre-discours » à la propagande jihadiste plus ciblée et moins institutionnelle, ou encore à mieux coordonner les alertes sur la radicalisation dans les structures psychiatriques.

Dans la lignée des décrets permettant d'écarter un militaire ou un fonctionnaire exerçant une activité sensible pour des motifs de

Le chiffre

323

Un total de 323 personnes, dont 68 mineurs, sont revenues en France depuis la zone jihadiste irako-syrienne et environ 1.180 autres, dont 500 enfants, sont toujours sur place, selon les chiffres officiels publiés hier. Sur les 323 personnes rentrées en France, 56,8 % sont des hommes majeurs, 22,2 % sont des femmes majeures et 21 % des mineurs, selon ce décompte qui ne détaille pas leur statut pénal. Parmi les 68 mineurs, 66 ont moins de 13 ans. Sur place, en Irak et en Syrie, se trouvent toujours près de 680 adultes français et plus de 500 enfants, dont seuls 53 ont plus de 13 ans. La France est particulièrement concernée par les retours de ses citoyens: environ 1.700 personnes en sont parties pour rejoindre les zones jihadistes irako-syriennes à partir de 2014.

radicalisation, le Premier ministre a également annoncé le lancement d'une mission pour étudier les cas dans la Fonction publique en général. « Enfin, on a un plan d'envergure, qui fait un saut qualitatif par rapport aux précédents plans en abordant la question de la radicalisation sous plusieurs angles: la justice, la santé, l'éducation, la recherche », s'est réjoui le psychanalyste Fethi Benslama, expert reconnu de la lutte contre la radicalisation jihadiste, insistant sur la nécessité de suivre « l'évaluation du dispositif ».

Les détenus dans des quartiers spécifiques

Les détenus radicalisés, condamnés pour faits de terrorisme ou pour du droit commun, seront désormais regroupés dans des « quartiers étanches » à l'écart des autres prisonniers, et répartis dans des établissements pénitentiaires partout en France. Sur près de 70.000 détenus en France en février, 512 personnes sont incarcérées pour des faits de terrorisme et 1.139 prisonniers de droit commun ont été identifiés comme « radicalisés ». Edouard Philippe a annoncé la création de 1.500 places « dans des quartiers étanches » pour les détenus radicalisés et les plus dangereux seront placés dans des quartiers encore plus encadrés. Objectif: prévenir la contagion entre les détenus. De nouveaux quartiers d'évaluation de la radicalisation (QER) vont être créés. Il en existe actuellement trois, tous en Ile-de-France, dans les prisons d'Osny, Fresnes et Fleury-Mérogis. Deux seront créés à Vendin-le-Vieil (60 places), un

autre à Condé-sur-Sarthe dans l'Orne (30 places). L'un d'eux sera réservé aux détenus de droit commun. L'objectif est d'évaluer 250 détenus par an. Jusqu'ici 160 sont passés par ces QER, et vingt sont en cours d'évaluation. Dans ces QER, où interviennent notamment psychologues, référents religieux, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, les détenus sont évalués pendant environ 4 mois par groupe de douze.

Une population organisée

Ils étaient jusqu'ici ensuite placés, selon leur dangerosité, soit à l'isolement, soit dans le quartier pour détenus violents de la prison de Lille-Annoeulin qui compte 28 places (QDV rebaptisé Quartier de prise en charge de la radicalisation, QPR), soit en détention ordinaire. Les radicalisés ne seront plus emprisonnés avec les autres détenus, mais seront placés dans des quartiers spécifiques, comptant entre 15

et 20 détenus. « Les stratégies de prosélytisme » observées par le renseignement pénitentiaire « légitiment » ces quartiers étanches, selon une source pénitentiaire. Les radicalisés représentent une population pénale très organisée dans la prison, qui communique beaucoup avec l'extérieur.

Les détenus pour terrorisme et les radicalisés de droit commun seront répartis dans 78 établissements (sur un total de 188 prisons en France), encadrés par des personnels spécifiquement formés. 635 personnes suivies au titre de la radicalisation par les SPIP se trouvent en milieu ouvert, non détenues. Pour elles, le dispositif Rive (Recherche et intervention sur les violences extrémistes), qui a démarré fin 2016 à Paris, va être étendu, d'abord à Marseille puis à Lille et Lyon. Dans ce cadre, une personne est suivie individuellement par cinq intervenants (éducateur, psychiatre et aumônier notamment) pendant un an.

«Éviter l'embrigadement»

Le plan de lutte contre la « radicalisation islamiste » balaye un large spectre et implique, toutes les prisons, l'éducation et la société civile.

Éducation

Dans sa présentation, le Premier ministre a insisté sur le renforcement de l'encadrement des établissements scolaires hors contrat (74.000 élèves à la rentrée 2017). L'objectif, selon le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, est de lutter contre l'« embrigadement » des élèves. Il soutient une proposition de loi en ce sens adoptée cette semaine au Sénat. Le texte affirme le principe d'un contrôle annuel de chaque établissement hors contrat et prévoit que les services de l'Éducation nationale préviennent le préfet et le procureur s'il apparaît que l'enseignement dispensé est contraire à la moralité ou aux lois. Des mesures de soutien à la laïcité à l'école et une « systématisation »

de l'éducation à l'information et aux médias seront mises en place pour « apprendre le libre-arbitre et le discernement », a ajouté Edouard Philippe.

Service public

« L'Etat, en tant qu'employeur, n'est pas épargné par le risque de radicalisation », a asséné Edouard Philippe. Deux décrets porteront sur les conditions qui permettent d'écarter un militaire ou un fonctionnaire exerçant une activité sensible pour des motifs de radicalisation.

Une « réflexion », confiée au ministre des Comptes publics Gérard Darmanin, va être menée sur les moyens d'écarter les fonctionnaires en contact avec des publics qu'ils peuvent influencer et « dont le comportement porte atteinte aux obligations de neutralité, de respect du principe de laïcité, voire comporte des risques d'engagement dans un processus de radicalisation ».

Petites retraites, grosse amertume

La hausse de la CSG est devenue évidente pour bon nombre de retraités. Neuf syndicats appellent à manifester le 15 mars.

Les premières pensions de l'année ont été versées début février et la hausse de la CSG est devenue concrète pour des millions de retraités, y compris parmi les moins aisés, alimentant leur mécontentement envers l'exécutif et sa communication ambiguë.

Il avait beau s'y attendre, Jacky accuse le coup. A 69 ans, ce retraité de la SNCF vient de voir sa pension diminuer de 1.660 à 1.621 euros par mois. Sa femme, ancienne ouvrière dans l'industrie automobile, touche désormais 759 euros, contre 773 auparavant. Avec les centimes, «ça fait 638,40 euros de moins par an, presque un mois de loyer» pour ce couple de Châlons-en-Champagne. Une ponction considérable quand «on n'a que nos pensions pour vivre». Malgré leurs ressources limitées, Jacky et sa femme font bien partie des «60% de retraités les plus aisés» auxquels Emmanuel Macron a demandé «un effort» pour compenser la suppression des cotisations chômage et maladie des salariés du secteur privé.

«En louant une chambre à un étudiant, on peut se retrouver au dessus» du plafond pour bénéficier du taux réduit de CSG, observe Didier Hotte, du syndicat UCR-FO. «Il y a eu une mauvaise communication. Le gouvernement a laissé



Les retraités font leurs comptes.

entendre à un certain nombre de gens qu'ils ne paieraient pas l'augmentation de la CSG», regrette Pierre Erbs, président de la Confédération des retraités, regroupement d'associations qui revendique 1,5 million d'adhérents.

«Frustration et inquiétude»

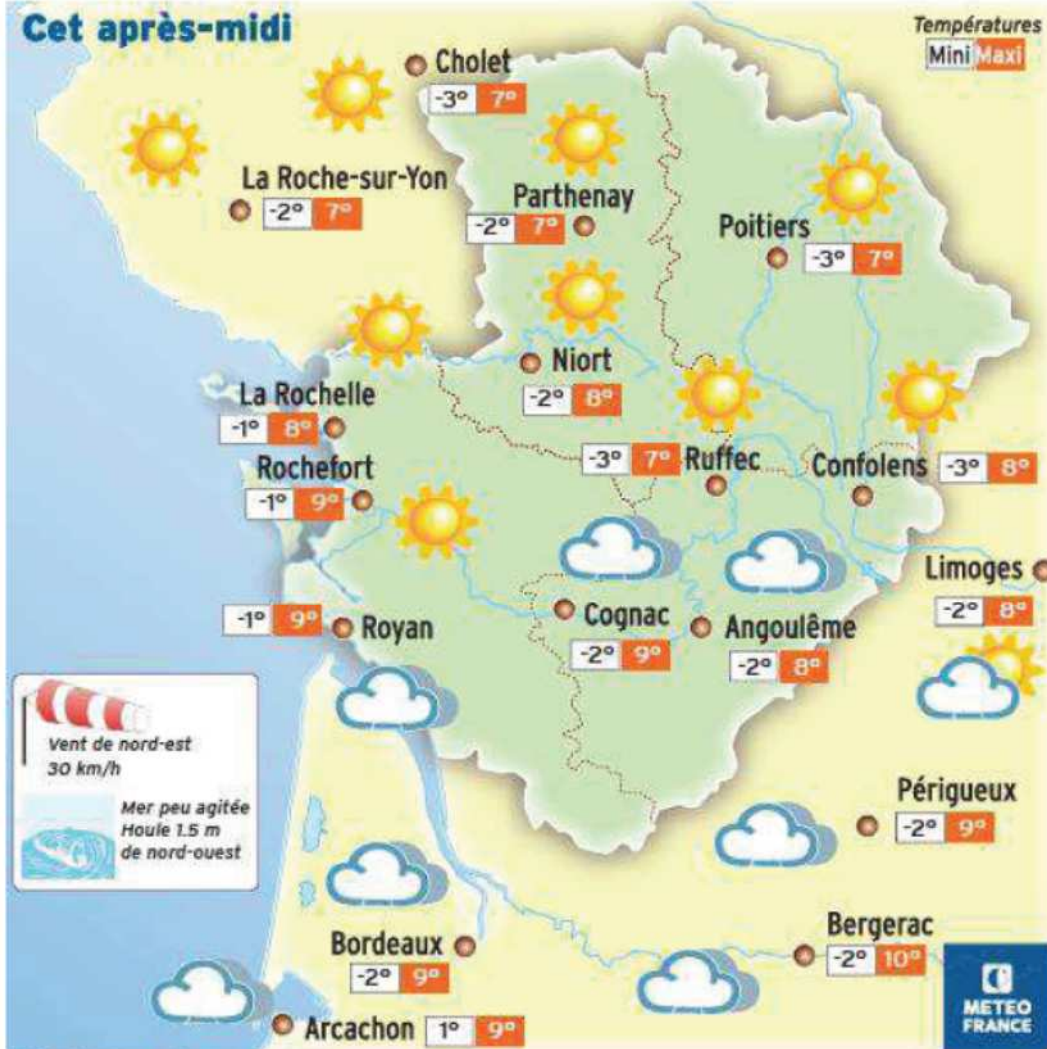
Pour Frédérique, «ça n'était pas une surprise», sa pension est passée de 1.231 à 1.204 euros. Mais «avec ça on ne va pas loin», témoi-

gne cette ex-institutrice de 62 ans. «Ces personnes ont travaillé et cotisé pendant 40, parfois 42 ans. On ne peut pas continuer à réduire leur pouvoir d'achat», proteste Michel Salingue, du syndicat d'anciens fonctionnaires FGR-FP. Ces dernières années, il y avait déjà eu le gel des pensions, la suppression de la «demi-part des veuves», la fin de l'exonération d'impôt pour la majoration de 10% accordée à ceux qui ont eu trois enfants et la création d'une taxe sur les pensions (la Casa) pour financer la prise en charge de la dépendance des personnes âgées. «On nous en retire de plus en plus. Cela crée un sentiment de frustration et d'inquiétude, voire une forme de rancœur», analyse Didier Hotte.

«Dans dix mois, les Français recevront la taxe d'habitation divisée d'un tiers cette année», a rappelé Gérard Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics. Son cabinet assure que «les trois quarts des retraités ne perdront rien à horizon 2020».

Un horizon trop lointain pour les neuf syndicats qui ont appelé à une manifestation le 15 mars. Ce jour-là, «on pourra mesurer le mécontentement», prévient Michel Salingue.

Cet après-midi



Eclaircies et nuages.

Le temps se montre plus mitigé, entre des périodes ensoleillées et des passages nuageux.
 Le vent reste orienté Nord-Est à Nord, mais il se montre moins désagréable car il faiblit un peu en journée.

Dimanche

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
0° 7°	0° 6°	-1° 5°	-2° 5°

Lundi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
-3° 3°	-3° 2°	-5° 1°	-5° 0°

Mardi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
-5° 1°	-5° 1°	-5° 0°	-6° 0°

Mercredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
-5° 2°	-5° 2°	-6° 2°	-7° 1°

Judi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
-1° 6°	-1° 6°	-2° 7°	-3° 4°

Vendredi

Royan	Cognac	Angoulême	Confolens
1° 6°	2° 7°	2° 7°	0° 5°